

Art. 255/24. Het dossier voor de aanvraag om een toelage, toegestuurd aan de Minister van Ruimtelijke Ordening, wordt ingediend door het college van burgemeester en schepenen bij het Directoraat-Generaal Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium.

Het bevat :

- 1° een kopie van de beraadslaging van de gemeenteraad waarbij wordt beslist het gemeenteprogramma voor de inrichting van gebieden waarvan de bestemming nog niet vaststaat op te maken of volledig te herzien;
- 2° een kopie van de beraadslaging van de gemeenteraad waarbij de ontwerper wordt aangewezen;
- 3° een document met :
  - a) de fasen voor het opmaken van de stukken en de desbetreffende termijnen;
  - b) in voorkomend geval, een kopie van de tussen de gemeente en de ontwerper aangegane overeenkomst voortvloeiend uit de gunning van de opdracht;
  - c) op grond van een bewijsstuk, hetzij het bedrag van de erelonen van de opdrachtgever, hetzij de opsomming van de loonlasten van het gemeentepersoneel.

Art. 255/25. Binnen de perken van de begrotingskredieten, wordt de toelage toegekend door de Minister van Ruimtelijke Ordening ten belope van 60 % van de erelonen of van de loonlasten van het in artikel 255/24, 3°, c, bedoelde gemeentepersoneel en ten belope van maximum 25.000 euro.

Art. 255/26. De toelage wordt vereffend als volgt :

1° 30 % van de toelage bij de goedkeuring door de Minister van Ruimtelijke Ordening van het dossier voor de aanvraag om een toelage;

2° 70 % van de toelage bij de goedkeuring door de Minister van het gemeenteprogramma voor de inrichting van gebieden waarvan de bestemming nog niet vaststaat en tegen overlegging van een eindverslag en van de bewijsstukken betreffende de door de gemeente vastgelegde uitgaven die door de Minister van Ruimtelijke Ordening goedgekeurd zijn. »

**Art. 4.** Dit besluit treedt in werking op 1 oktober 2002.

**Art. 5.** De Minister van Ruimtelijke Ordening is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 17 juli 2003.

De Minister-President,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu,  
M. FORET

---

#### MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2003 — 3678

[2003/200949]

**17 JUILLET 2003. — Arrêté du Gouvernement wallon déterminant les conditions dans lesquelles une personne physique peut être chargée de la délivrance ou du refus des certificats de conformité urbanistique et arrêtant la forme de ces certificats**

Le Gouvernement wallon,

Vu le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine, notamment l'article 139, remplacé par le décret du 18 juillet 2002;

Vu l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 6 décembre 1985 portant les annexes au Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme;

Vu l'avis de la Commission régionale de l'Aménagement du Territoire, rendu le 27 février 2003;

Vu l'avis du Conseil supérieur des Communes, Villes et Provinces de la Région wallonne, rendu le 18 février 2003;

Vu l'avis du Conseil national de l'Ordre des architectes donné le 21 février 2003;

Vu l'avis de la Fédération royale d'associations belges d'ingénieurs civils, et d'ingénieurs agronomes, donné le 6 février 2003;

Vu l'avis de l'Union des professions immobilières de Belgique donné le 15 février 2003;

Vu l'avis de la Chambre des urbanistes de Belgique donné le 13 février 2003;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 14 mai 2003;

Sur la proposition du Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Dans le titre Ier du livre IV du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine, il est inséré un chapitre XXV rédigé comme suit :

« Chapitre XXV. — Des conditions dans lesquelles une personne physique peut être chargée de la délivrance ou du refus des certificats de conformité urbanistique et de la forme de ces certificats.

Art. 452/43. Pour chaque service extérieur de la Direction générale de l'Aménagement du Territoire, du Logement et du Patrimoine, le Ministre agréé un ou plusieurs fonctionnaires ou agents en tant que certificateur régional. Le fonctionnaire ou l'agent ainsi agréé ne peut ni constater ou poursuivre les infractions au présent Code, ni participer à l'instruction des demandes de permis de régularisation, introduites sur la base d'un certificat de conformité délivré par lui.

Art. 452/44. Sont habilités à être certificateur communal, les fonctionnaires et agents titulaires du diplôme ou du titre :

- 1° d'ingénieur civil architecte;
- 2° d'architecte;
- 3° d'ingénieur civil en construction;
- 4° d'ingénieur industriel en construction;
- 5° d'ingénieur technicien en construction;
- 6° de géomètre - expert immobilier;
- 7° d'expert immobilier.

Chacun de ces fonctionnaires et agents est compétent pour toute l'étendue du territoire où il exerce ses fonctions.

Les fonctionnaires et agents communaux agréés certificateurs ne peuvent être désignés en application de l'article 451. Ils ne peuvent participer à l'instruction des demandes de permis de régularisation introduites en application de l'article 139, § 6, sur la base du certificat de conformité urbanistique qu'ils ont eux-mêmes délivrés.

Art. 452/45. Sont habilités à être certificateur privé, les personnes physiques titulaires du diplôme ou du titre :

- 1° d'ingénieur civil architecte;
- 2° d'architecte;
- 3° d'ingénieur civil en construction;
- 4° d'ingénieur industriel en construction;
- 5° d'ingénieur technicien en construction;
- 6° de géomètre - expert immobilier;
- 7° d'expert immobilier.

Art. 452/46. Sont agréés en qualité de certificateur régional, communal ou privé par le Ministre de l'Aménagement du Territoire et l'Urbanisme sur avis de la commission d'agrément visée à l'article 281, les fonctionnaires ou agents ou les personnes physiques visées aux articles 452/43, 452/44, 452/45 justifiant en outre d'une formation ou d'une expérience utile au regard des objectifs d'aménagement du territoire et d'urbanisme énoncés à l'article 1<sup>er</sup>, § 1<sup>er</sup>.

L'agrément est octroyé pour une durée renouvelable de quatre ans prenant cours à la date de sa notification.

L'agrément est octroyé aux fonctionnaires ou agents régionaux exclusivement dans le cadre de la mission identifiée à l'article 139, § 5, du Code.

Art. 452/47. Le certificateur ne peut exercer de mission s'il a, soit personnellement, soit par personne interposée, un intérêt quelconque susceptible d'influencer cette mission.

L'existence d'un tel intérêt est présumée :

1° dès qu'il y a parenté ou alliance jusqu'au quatrième degré inclusivement entre le certificateur et le bénéficiaire du permis, le cédant ou leur conjoint;

2° lorsque le certificateur se trouve dans un lien de subordination ou de contractualisation vis-à-vis du bénéficiaire du permis, du cédant ou de leur conjoint.

Le certificateur est tenu d'une obligation de discrétion, tant à l'égard des parties que des tiers.

Son rapport doit être dressé au plus tard dans le mois qui suit la réquisition écrite que lui adresse, par envoi recommandé, le bénéficiaire du permis, le cédant ou le cas échéant, la commune ou son délégué. Ce délai ne prend toutefois cours qu'à dater du règlement de la provision réclamée par le certificateur.

Toute méconnaissance du présent article ouvre dans le chef du bénéficiaire du permis ou du cédant le droit d'introduire une plainte circonstanciée auprès du Ministre de l'Aménagement du Territoire. Celle-ci est prise en considération lors de l'éventuelle demande de renouvellement d'agrément introduite par le certificateur.

Art. 452/48. La rémunération des prestations du fonctionnaire ou agent visé à l'article 452/44 ou de la personne physique visée à l'article 452/45 ne peut être supérieure à 200 euros pour la première heure prestée et à 100 euros par heure supplémentaire prestée.

Les frais exposés, notamment les frais de route et de bureau, ne peuvent excéder 10 % des honoraires visés à l'alinéa 1<sup>er</sup>.

Toutefois, pour les constructions dont le volume global est inférieur ou égal à 1 500 m<sup>3</sup>, la rémunération est plafonnée à 250 euros.

Les prestations du certificateur régional sont gratuites.

La rémunération des prestations du certificateur communal est due à la commune.

Art. 452/49. La demande d'agrément ou de renouvellement d'agrément adressée au Ministre de l'Aménagement du Territoire et de l'Urbanisme est introduite par lettre recommandée à la poste avec accusé de réception auprès de la Direction générale de l'Aménagement du Territoire, du Logement et du Patrimoine. Elle est accompagnée des titres visés aux articles 452/43, 452/44 et 452/45 et, selon le cas, des références justifiant d'une formation ou d'une expérience utile.

La Direction générale de l'Aménagement du Territoire, du Logement et du Patrimoine transmet le dossier de demande d'agrément ou de renouvellement d'agrément à la commission d'agrément visée à l'article 281 dans les dix jours de sa réception. La commission d'agrément émet son avis dans les soixante jours de la demande de la Direction générale de l'Aménagement du Territoire, du Logement et du Patrimoine; à défaut d'avis exprès, l'avis est réputé favorable.

Avant d'émettre un avis défavorable, la commission invite le demandeur à comparaître. Dans ce cas, le délai visé à l'alinéa 2 est porté à septante-cinq jours.

La décision du Ministre de l'Aménagement du Territoire et de l'Urbanisme est notifiée au demandeur par la Direction générale de l'Aménagement du Territoire, du Logement et du Patrimoine dans les nonante jours de l'accusé de réception de la demande d'agrément.

Dans le cas où la commission a invité le demandeur à comparaître, le délai visé à l'alinéa 4 est porté à cent vingt jours.

Art. 452/50. Le Ministre de l'Aménagement du Territoire et l'Urbanisme peut procéder au retrait de l'agrément des fonctionnaires, des agents ou des personnes physiques visées aux articles 452/43, 452/44 et 452/55 lorsque le titulaire :

1° n'a pas respecté les obligations qui lui sont imposées par le présent Code;

2° a commis une faute professionnelle grave.

Avant toute décision de retrait, la commission d'agrément visée à l'article 281 est consultée. Elle envoie son avis dans les soixante jours de la demande qui lui est faite par le Ministre de l'Aménagement du Territoire et de l'Urbanisme après avoir invité le titulaire de l'agrément à comparaître. A défaut d'envoi dans le délai, le Ministre peut décider sans plus attendre mais après avoir invité le titulaire de l'agrément à comparaître.

Le retrait de l'agrément est notifié au certificateur par lettre recommandée à la poste.

Toute personne ayant fait l'objet d'un retrait d'agrément ne peut introduire une nouvelle demande d'agrément qu'après un délai fixé dans la décision de retrait par le Ministre de l'Aménagement du Territoire et de l'Urbanisme.

Art. 452/51. Toutes les décisions en matière d'agrément, de renouvellement ou de retrait d'agrément sont publiées, par extrait, au *Moniteur belge*.

Art. 452/52. Les certificats de conformité urbanistique, les certificats de conformité urbanistique provisoire et les refus de certificat de conformité urbanistique sont établis respectivement suivant les modèles repris aux annexes 46 à 48 du présent Code.

Art. 452/53. Dans le cas d'un permis unique délivré conformément aux articles 81 et suivants du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, l'article 139 n'est applicable qu'aux actes et travaux soumis à permis d'urbanisme

Les actes de cession et travaux en ce qu'ils sont relatifs, en tout ou en partie, aux parties communes des immeubles placés sous le régime de la copropriété forcée, tels que régis aux articles 577-3 et suivants du Code civil, en ce compris ceux ayant fait l'objet d'un procès verbal de non application de la loi du 30 juin 1994 modifiant et complétant les dispositions du Code civil relatives à la copropriété, ne sont pas soumis à l'application de l'article 139. Toutefois, l'exemption ne vise pas les travaux accomplis à l'initiative de la copropriété. »

**Art. 2.** L'article 85, § 3, du même Code, introduit par l'article 30 du décret du 18 juillet 2002 modifiant le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine, entre en vigueur le même jour que le présent arrêté.

L'article 139 du même Code, tel que modifié par l'article 64 du décret du 18 juillet 2002 modifiant le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine, entre en vigueur le même jour que le présent arrêté.

L'article 139 du même Code, tel que modifié par l'article 1<sup>er</sup> du décret du 27 novembre 1997 modifiant le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine, reste applicable aux travaux et actes qui ont été autorisés par un permis délivré avant la date fixée en application de l'article 3 du présent arrêté.

**Art. 3.** Par acte de cession visé à l'article 85, § 3, du même Code, introduit par l'article 30 du décret du 18 juillet 2002 modifiant le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine, il y a lieu d'entendre les actes de cession passés à dater d'un délai d'un an suivant l'entrée en vigueur du présent arrêté.

Par permis d'urbanisme visé à l'article 139, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, du même Code, modifié par l'article 64 du décret du 18 juillet 2002 modifiant le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine, il y a lieu d'entendre les permis d'urbanisme délivrés à dater d'un délai d'un an suivant l'entrée en vigueur du présent arrêté.

**Art. 4.** Constituent les annexes 46 à 48 du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine, les annexes au présent arrêté.

**Art. 5.** Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

**Art. 6.** Les articles 36 et 77 du décret du 18 juillet 2002 modifiant le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine entrent en vigueur le jour de la publication du présent arrêté au *Moniteur belge*.

**Art. 7.** Le Ministre de l'Aménagement du Territoire et de l'Urbanisme est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 17 juillet 2003

Le Ministre Président,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement,  
M. FORET

## Annexe 46

**CERTIFICAT DE CONFORMITE URBANISTIQUE**

Formulaire à établir par le certificateur en quatre exemplaires

**Le soussigné :**

Nom : ..... Prénom : .....

Agréé par arrêté ministériel du .....

Adresse :                    rue ..... n° .....

Bte .....  
code postal .....            localité .....

**Atteste :**

en ce qui concerne les actes et travaux suivants :

.....

.....

.....

relatifs à un bien situé à .....

rue .....

n° ..... bte ..... et cadastré section ..... n° ..... appartenant  
à ..... domicilié(es) à  
....., rue ..... n°  
..... bte .....

ayant fait l'objet d'un permis d'urbanisme délivré en date du .....

par ..... à .....

domicilié(es) à .....

rue ..... n° ..... bte .....

suite à une visite effectuée en date du .....

que les actes et travaux réalisés ont été effectués conformément au permis précité et ont été  
entièrement exécutés avant la péremption dudit permis.

Fait à .....,  
le .....

Signature du certificateur :

*Le certificateur conserve un exemplaire du présent document dont un original est notifié par lettre recommandée ou remis contre récépissé, le même jour, à l'administration communale, au fonctionnaire délégué et, selon le cas, au bénéficiaire du permis ou au cédant.*

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 juillet 2003 déterminant les conditions dans lesquelles une personne physique peut être chargée de la délivrance ou du refus des certificats de conformité urbanistique et arrêtant la forme de ces certificats.

Namur, le 17 juillet 2003.

Le Ministre-Président,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement,

M. FORET



que les actes et travaux réalisés ont été effectués conformément au permis précité, que le délai de péremption dudit permis n'est pas écoulé, que les actes et travaux suivants n'ont pas été exécutés :

.....  
.....  
.....  
.....  
.....  
.....  
.....

**(1) Ci-joint un plan annoté matérialisant tout ou partie du constat.**

Fait à .....,  
le .....

Signature du certificateur :

*Le certificateur conserve un exemplaire du présent document dont un original est notifié par lettre recommandée ou remis contre récépissé, le même jour, à l'administration communale, au fonctionnaire délégué et, selon le cas, au bénéficiaire du permis ou au cédant.*

**(1) biffer si inutile**

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 juillet 2003 déterminant les conditions dans lesquelles une personne physique peut être chargée de la délivrance ou du refus des certificats de conformité urbanistique et arrêtant la forme de ces certificats.

Namur, le 17 juillet 2003.

Le Ministre-Président,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement,

M. FORET

## Annexe 48

**REFUS DE CERTIFICAT DE CONFORMITE URBANISTIQUE**

Formulaire à établir par le certificateur en quatre exemplaires

**Le soussigné :**

Nom : ..... Prénom : .....

Agréé par arrêté ministériel du .....

Adresse :                      rue ..... n° .....

bte .....

code postal ..... localité .....

**Atteste :**

en ce qui concerne les actes et travaux suivants :

.....

.....

.....

.....

relatifs à un bien situé à .....

rue .....

n° ..... bte ..... et cadastré section ..... n° ..... appartenant

à..... domicilié(es) à

....., rue ..... n°

..... bte .....

ayant fait l'objet d'un permis d'urbanisme délivré en date du .....

par ..... à .....

domicilié(es) à .....

rue ..... n° ..... bte .....

suite à une visite effectuée en date du .....



(1) que les actes et travaux suivants :

.....  
.....  
.....  
.....  
.....  
.....  
.....  
.....  
.....  
.....  
.....  
.....  
.....  
.....  
.....  
.....  
.....  
.....  
.....

n'ont pas été effectués conformément au permis précité pour les motifs suivants

.....  
.....  
.....  
.....  
.....  
.....  
.....  
.....  
.....  
.....  
.....  
.....  
.....  
.....  
.....  
.....  
.....  
.....  
.....  
.....

(1) que les actes et travaux suivants :

.....  
.....  
.....  
.....  
.....  
.....  
.....  
.....  
.....  
.....  
.....  
.....  
.....  
.....  
.....  
.....  
.....  
.....  
.....  
.....

ont été effectués conformément au permis précité mais après la péremption dudit permis

(1) que les actes et travaux suivants :

.....  
.....  
.....  
.....  
.....  
.....  
.....  
.....  
.....  
.....  
.....  
.....  
.....  
.....  
.....

n'ont pas été effectués conformément au permis précité pour les motifs suivants :

.....  
.....  
.....  
.....  
.....  
.....  
.....  
.....  
.....  
.....  
.....  
.....  
.....  
.....  
.....

et ont été effectués après la péremption dudit permis.

**(3) Constate :**

(2) qu'il n'a été commis que des infractions légères au regard du bon aménagement des lieux  
– que les infractions commises ne sont pas légères au regard du bon aménagement des lieux –  
pour les motifs  
suivants .....

.....  
.....  
.....  
.....  
.....  
.....  
.....  
.....  
.....  
.....

**(4) Ci-joint un plan annoté matérialisant tout ou partie du constat.**

Fait à .....,  
le .....

Signature du certificateur :

*Le certificateur conserve un exemplaire du présent document dont un original est notifié par lettre recommandée ou remis contre récépissé, le même jour, à l'administration communale, au fonctionnaire délégué et, selon le cas, au bénéficiaire du permis ou au cédant.*

***Le bénéficiaire du permis ou le cédant qui conteste le refus de certificat de conformité urbanistique délivré par le certificateur agréé ou l'appréciation du caractère léger des infractions au regard du bon aménagement des lieux peut, dans les quinze jours, demander à un agent régional agréé certificateur de procéder à une nouvelle vérification. Les constatations de l'agent régional agréé certificateur se substituent à celles du premier certificateur agréé.***

- (1) biffer la mention inutile
- (2) biffer la phrase inutile.
- (3) à ne pas compléter si le permis a été délivré en application de l'article 127 du CWATUP.
- (4) biffer si inutile.**

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 juillet 2003 déterminant les conditions dans lesquelles une personne physique peut être chargée de la délivrance ou du refus des certificats de conformité urbanistique et arrêtant la forme de ces certificats.

Namur, le 17 juillet 2003.

Le Ministre-Président,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement,

M. FORET

## ÜBERSETZUNG

## MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2003 — 3678

[2003/200949]

**17. JULI 2003 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Festlegung der Bedingungen, unter denen eine natürliche Person mit der Erteilung oder der Ablehnung der städtebaulichen Konformitätsbescheinigungen beauftragt werden kann, und zur Festlegung der Form dieser Bescheinigungen**

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe, insbesondere des Artikels 139, ersetzt durch das Dekret vom 18. Juli 2002;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 6. Dezember 1985 zur Festlegung der Anlagen zum Wallonischen Gesetzbuch über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe;

Aufgrund des am 27. Februar 2003 abgegebenen Gutachtens der «Commission régionale wallonne de l'Aménagement du Territoire» (Wallonischer Regionalausschuss für Raumordnung);

Aufgrund des am 18. Februar 2003 abgegebenen Gutachtens des «Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne» (Hoher Rat der Städte, Gemeinden und Provinzen der wallonischen Region);

Aufgrund des am 21. Februar 2003 abgegebenen Gutachtens des Nationalen Rats der Architektenkammer;

Aufgrund des am 6. Februar 2003 abgegebenen Gutachtens der «Fédération royale d'associations belges d'ingénieurs civils, et d'ingénieurs agronomes» (königliche Föderation der belgischen Vereinigungen von Zivil- und Agraringenieuren);

Aufgrund des am 15. Februar 2003 abgegebenen Gutachtens des «Union des professions immobilières de Belgique»;

Aufgrund des am 13. Februar 2003 abgegebenen Gutachtens der «Chambre des urbanistes de Belgique» (belgische Städteplanerkammer);

Aufgrund des am 14. Mai 2003 abgegebenen Gutachtens des Staatsrats;

Auf Vorschlag des Ministers der Raumordnung, des Städtebaus und der Umwelt;

Nach Beratung,

Beschließt:

**Artikel 1** - In Titel I von Buch IV des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe wird ein Kapitel XXV mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«Kapitel XXV - Bedingungen, unter denen eine natürliche Person mit der Erteilung oder der Ablehnung der städtebaulichen Konformitätsbescheinigungen beauftragt werden kann, und Form dieser Bescheinigungen.

Art. 452/43 - Für jede Außendienststelle der Generaldirektion der Raumordnung, des Wohnungswesens und des Erbes erteilt der Minister einem oder mehreren Beamten bzw. Bediensteten die Zulassung als regionaler Bescheinigungsaussteller. Der zugelassene Beamte bzw. Bedienstete darf weder die Verstöße gegen die Bestimmungen des vorliegenden Gesetzbuches feststellen bzw. verfolgen noch an der Bearbeitung der Anträge auf Regularisierungsgenehmigungen, die aufgrund einer von ihm erteilten Konformitätsbescheinigung eingereicht worden sind, beteiligt sein.

Art. 452/44 - Zum kommunalen Bescheinigungsaussteller dürfen Beamte und Bedienstete werden, die Inhaber eines der folgenden Diplome bzw. Titel sind:

1° Zivilingenieur-Architekt;

2° Architekt;

3° Zivilingenieur für Bauwesen;

4° industrieller Bauingenieur;

5° technischer Ingenieur für Bauwesen;

6° Landmesser-Immobilienexperte;

7° Immobilienexperte.

Jeder dieser Beamten und Bediensteten ist zuständig für das gesamte Gebiet, in dem er sein Amt ausübt.

Die als Bescheinigungsaussteller zugelassenen Beamten bzw. Bediensteten dürfen nicht in Anwendung von Artikel 451 bezeichnet werden. Sie dürfen sich nicht an der Bearbeitung der Anträge auf Regularisierungsgenehmigungen, die in Anwendung von Artikel 139, § 6 aufgrund der von ihnen erteilten Konformitätsbescheinigung eingereicht werden, beteiligen.

Art. 452/45 - Zum privaten Bescheinigungsaussteller dürfen die natürlichen Personen werden, die Inhaber eines der folgenden Diplome bzw. Titel sind:

1° Zivilingenieur-Architekt;

2° Architekt;

3° Zivilingenieur für Bauwesen;

4° industrieller Bauingenieur;

5° technischer Ingenieur für Bauwesen;

6° Landmesser-Immobilienexperte;

7° Immobilienexperte.

Art. 452/46 - Als regionaler, kommunaler oder privater Bescheinigungsaussteller werden vom Minister der Raumordnung und des Städtebaus auf Gutachten des in Artikel 281 erwähnten Zulassungsausschusses die in Artikel 452/43, 452/44, 452/45 erwähnten Beamten oder Bediensteten bzw. natürlichen Personen zugelassen, die außerdem den Beweis einer nützlichen Erfahrung im Hinblick auf die in Artikel 1, § 1 genannten Zielsetzungen der Raumordnung und des Städtebaus erbringen.

Die Zulassung wird für eine erneuerbare Frist von vier Jahren gewährt, die ab dem Tage der Zustellung der Zulassung läuft.

Die Zulassung wird den regionalen Beamten oder Bediensteten ausschließlich im Rahmen der in Artikel 139, § 5 des Gesetzbuches genannten Aufgabe erteilt.

Art. 452/47 - Der Bescheinigungsaussteller darf keine Aufgabe erfüllen, wenn er entweder persönlich oder durch eine Mittelsperson irgendwelches Interesse hat, das diese Aufgabe beeinflussen könnte.

Ein solches Interesse wird vermutet:

1° bei einer Verwandtschaft oder Schwägerschaft bis zum vierten Grad einschließlich zwischen dem Bescheinigungsaussteller und dem Genehmigungsempfänger, dem Abtretenden oder deren (Ehe)partner;

2° Bei Weisungs- oder Vertragsgebundenheit des Bescheinigungsausstellers zu dem Genehmigungsempfänger, Abtretenden oder deren (Ehe)partner.

Der Bescheinigungsaussteller ist zur Diskretion sowohl den Parteien als auch den Dritten gegenüber verpflichtet.

Sein Bericht erstellt er spätestens innerhalb des Monats, der auf die schriftliche Anforderung folgt, die ihm durch den Genehmigungsempfänger, den Abtretenden oder ggf. durch die Gemeinde oder ihre Beauftragten per Einschreiben zugestellt wird. Diese Frist läuft jedoch erst ab dem Datum, an dem die vom Bescheinigungsaussteller verlangte Vorschusszahlung eingezahlt wird.

Die Nicht-Beachtung des vorliegenden Artikels gibt dem Genehmigungsempfänger bzw. dem Abtretenden das Recht, beim Minister für Raumordnung eine umständlich erörterte Klage einzureichen. Diese Klage wird beim vom Bescheinigungsaussteller ggf. eingereichten Antrag auf eine Zulassungserneuerung berücksichtigt.

Art. 452/48 - Die Vergütung der Leistungen des in Artikel 452/44 erwähnten Beamten oder Bediensteten oder der in Artikel 452/45 erwähnten natürlichen Person darf 200 Euro für die erste geleistete Stunde und 100 Euro für jede zusätzlich geleistete Stunde nicht überschreiten.

Die ausgelegten Kosten, insbesondere die Fahrt- und Bürokosten dürfen 10 % der in Absatz 1 erwähnten Honorare nicht überschreiten.

Für die Bauten, deren Gesamtvolumen 1 500 m<sup>3</sup> nicht überschreitet, wird der Höchstbetrag der Vergütung jedoch auf 250 Euro beschränkt.

Die Leistungen des Bescheinigungsausstellers sind unentgeltlich.

Die Vergütung der Leistungen des kommunalen Bescheinigungsausstellers wird der Gemeinde geschuldet.

Art. 452/49 - Der an den Minister der Raumordnung und des Städtebaus gerichtete Antrag auf Zulassung oder auf Erneuerung der Zulassung ist per bei der Post aufgegebenes Einschreiben mit Empfangsbestätigung bei der Generaldirektion der Raumordnung, des Wohnungswesens und des Erbes einzureichen. Dem Antrag sind die in Artikel 452/43, 452/44 und 452/45 erwähnten Titel und je nach Fall die Nachweise einer nützlichen Ausbildung bzw. Erfahrung beizufügen.

Die Generaldirektion der Raumordnung, des Wohnungswesens und des Erbes übermittelt dem in Artikel 281 erwähnten Zulassungsausschuss die Akte bezüglich des Zulassungs- oder Erneuerungsantrags innerhalb von zehn Tagen nach deren Eingang. Der Zulassungsausschuss gibt sein Gutachten innerhalb von sechzig Tagen nach der Anfrage der Generaldirektion der Raumordnung, des Wohnungswesens und des Erbes ab. Fehlt ein ausdrückliches Gutachten, so gilt dies als Zustimmung.

Bevor er ein ungünstiges Gutachten abgibt, lädt der Ausschuss den Antragsteller zu einer Anhörung vor. In einem solchen Fall wird die in Absatz 2 erwähnte Frist auf fünfundsechzig Tage verlängert.

Der Beschluss des Ministers der Raumordnung und des Städtebaus wird dem Antragsteller innerhalb von neunzig Tagen nach der Empfangsbestätigung des Zulassungsantrags durch die Generaldirektion der Raumordnung, des Wohnungswesens und des Erbes zugestellt.

Falls der Ausschuss den Antragsteller zu einer Anhörung vorgeladen hat, wird die in Absatz 4 erwähnte Frist auf hundertzwanzig Tage verlängert.

Art. 452/50 - Der Minister der Raumordnung und des Städtebaus kann die Zulassung der in den Artikeln 452/43, 452/44 und 452/55 erwähnten Beamten, Bediensteten oder natürlichen Personen entziehen, wenn der Inhaber:

1° die Verpflichtungen, die ihm durch das vorliegende Gesetzbuch auferlegt werden, nicht beachtet hat;

2° eine grobe Verletzung der Berufspflichten begangen hat.

Vor jeder Entscheidung zum Entzug einer Zulassung wird der in Artikel 281 erwähnte Zulassungsausschuss zur Stellungnahme gebeten. Dieser gibt sein Gutachten innerhalb sechzig Tage nach der Anfrage des Ministers der Raumordnung und des Städtebaus ab, und nachdem er den Zulassungsinhaber zu einer Anhörung vorgeladen hat. Falls die Übermittlung des Gutachtens innerhalb der Frist nicht erfolgt, so kann der Minister ohne weitere Verzögerung entscheiden, nachdem er jedoch den Zulassungsinhaber zu einer Anhörung vorgeladen hat.

Der Entzug der Zulassung wird dem Bescheinigungsaussteller per bei der Post aufgegebenen Einschreibebrief zugestellt.

Jede Person, deren Zulassung entzogen worden ist, darf einen neuen Zulassungsantrag erst nach einer Frist einreichen, die in der Entzugsentscheidung der Zulassung durch den Minister der Raumordnung und des Städtebaus festgelegt worden ist.

Art. 452/51 - Jeder Beschluss in Sachen Zulassung, Erneuerung oder Entzug der Zulassung wird im *Belgischen Staatsblatt* auszugsweise veröffentlicht.

Art. 452/52 - Die städtebaulichen Konformitätsbescheinigungen, die vorläufigen städtebaulichen Konformitätsbescheinigungen und die Ablehnung der städtebaulichen Konformitätsbescheinigung werden jeweils nach den in den Anlagen 46 bis 48 des vorliegenden Gesetzbuches vorgesehenen Mustern erstellt.

Art. 452/53 - Im Falle einer gemäß Artikel 81 ff. des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung erteilten Globalgenehmigung findet Artikel 139 nur auf die Handlungen und Arbeiten Anwendung, die einer Städtebaugenehmigung bedürfen.

Die Abtretungsakten und Arbeiten, sofern sie die gemeinschaftlichen Teile der unter dem Rechte des Zwangsmiteigentums gestellten Immobilien ganz oder teilweise betreffen, so wie sie in den Artikeln 577-3 ff. des Zivilgesetzbuches geregelt werden, einschließlich derjenigen, für welche ein Protokoll der Nichtbeachtung des Gesetzes vom 30. Juni 1994 zur Abänderung und Ergänzung der Bestimmungen des Zivilgesetzbuches in bezug auf Miteigentum erstellt wurde, unterliegen nicht der Anwendung von Artikel 139. Diese Befreiung betrifft jedoch nicht die Arbeiten, die auf Initiative der Miteigentümer durchgeführt werden.»

**Art. 2** - Artikel 85, § 3 desselben Gesetzbuches, der durch Artikel 30 des Dekrets vom 18 Juli 2002 zur Abänderung des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe eingefügt worden ist, tritt am selben Tag wie der vorliegende Erlass in Kraft.

Artikel 139 desselben Gesetzbuches, in seiner durch Artikel 64 des Dekrets vom 18 Juli 2002 zur Abänderung des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe abgeänderten Fassung, tritt am selben Tag wie der vorliegende Erlass in Kraft.

Artikel 139 desselben Gesetzbuches, in seiner durch Artikel 1 des Dekrets vom 27. November 1997 zur Abänderung des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe abgeänderten Fassung, findet weiterhin Anwendung auf die Arbeiten und Handlungen, die durch eine vor dem in Anwendung von Artikel 3 des vorliegenden Erlasses festgesetzten Datum erteilte Genehmigung erlaubt worden sind.

**Art. 3** - Unter Abtretungsakte im Sinne vom durch Artikel 30 des Dekrets vom 18 Juli 2002 zur Abänderung des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe eingefügten Artikel 85, § 3 desselben Gesetzbuches versteht man die Abtretungsakten, die ab einer Frist von einem Jahr nach dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses abgeschlossen werden.

Unter Städtebaugenehmigung im Sinne vom Artikel 139, § 1, Absatz 1 desselben Gesetzbuches, in seiner durch Artikel 64 des Dekrets vom 18 Juli 2002 zur Abänderung des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe abgeänderten Fassung, versteht man die Städtebaugenehmigungen, die ab einer Frist von einem Jahr nach dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses erteilt werden.

**Art. 4** - Die Anlagen des vorliegenden Erlasses bilden die Anlagen 46 bis 48 des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe.

**Art. 5** - Der vorliegende Erlass tritt am Tage seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

**Art. 6** - Die Artikel 36 und 77 des Dekrets vom 18 Juli 2002 zur Abänderung des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe treten am Tag der Veröffentlichung des vorliegenden Erlasses im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

**Art. 7** - Der Minister der Raumordnung und des Städtebaus wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 17. Juli 2003

Der Minister-Präsident,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Raumordnung, des Städtebaus und der Umwelt,  
M. FORET

## Anlage 46

**STÄDTEBAULICHE KONFORMITÄTSBESCHEINIGUNG**

Vom Bescheinigungsaussteller in vier Exemplaren auszufertigendes Formular

**Der Unterzeichnete:**Name: .....  
.....

Vorname:

Zugelassen durch Ministerialerlass vom .....

Anschritt:                      Straße .....Nr. ....  
BFK .....  
Postleitzahl .....                      Gemeinde  
.....**bestätigt:**betreffend            die            folgenden            Handlungen            und            Arbeiten:  
.....  
.....  
.....bezüglich                      eines                      Gutes                      gelegen                      in  
.....  
Straße .....  
Nr. .... BFK..... und katastriert Flur ..... Nr, Eigentum von  
.....                      wohnhaft                      in  
.....,                      Straße  
.....Nr. .... BFK .....Gegenstand einer Städtebaugenehmigung erteilt am .....  
durch ..... in  
.....  
wohnhaft in .....  
Straße .....Nr. .... BFK .....

infolge einer am ..... erfolgten  
Besichtigung,  
dass die Handlungen und Arbeiten gemäß der vorerwähnten Genehmigung und vor dem  
Verfall der genannten Genehmigung völlig durchgeführt worden sind.

Ausgefertigt in .....,  
am .....

Unterschrift des Bescheinigungsausstellers:

*Der Bescheinigungsaussteller behält ein Exemplar des vorliegenden Dokuments und eine  
Originalfassung wird am selben Tag der Gemeindeverwaltung, dem beauftragten Beamten  
und, je nach Fall, dem Genehmigungsempfänger oder dem Abtretenden per Einschreiben  
zugestellt oder gegen Abnahmebescheinigung abgegeben.*

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 17. Juli 2003 zur Festlegung der Bedingungen, unter  
denen eine natürliche Person mit der Erteilung oder der Ablehnung der städtebaulichen Konformitätsbescheinigungen  
beauftragt werden kann, und zur Festlegung der Form dieser Bescheinigungen beigefügt zu werden.

Namen, den 17. Juli 2003

Der Minister-Präsident,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Raumordnung, des Städtebaus und der Umwelt,

M. FORET



## Anlage 47

<b>VORLAÜFIGE STÄDTEBAULICHE KONFORMITÄTSBESCHEINIGUNG</b>
--

Vom Bescheinigungsaussteller in vier Exemplaren auszufertigendes Formular
---

**Der Unterzeichnete:**

Name: .....

Vorname:

.....

Zugelassen durch Ministerialerlass vom .....

Anschrift: Straße .....Nr. ....

BFK .....

Postleitzahl ..... Gemeinde .....

**bestätigt:**

betreffend die folgenden Handlungen und Arbeiten:

.....  
.....  
.....  
.....

bezüglich eines Gutes gelegen in

Straße .....

Nr. .... BFK..... und katastriert Flur ..... Nr, Eigentum von  
..... wohnhaft in

....., Straße

.....Nr. .... BFK .....

Gegenstand einer Städtebaugenehmigung erteilt am .....

durch ..... in

.....

wohnhaft in .....

Straße .....Nr. .... BFK .....

infolge einer am .....erfolgten  
Besichtigung,

dass die Handlungen und Arbeiten gemäß der vorerwähnten Genehmigung durchgeführt  
worden sind, dass die Gültigkeitsfrist der genannten Genehmigung noch nicht abgelaufen ist,  
dass die folgenden Handlungen und Arbeiten nicht durchgeführt worden sind:

.....  
.....  
.....  
.....  
.....  
.....  
.....

**(1) Anbei wird ein mit Bemerkungen versehener Plan beigefügt, der das Protokoll  
ganz oder teilweise materialisiert.**

Ausgefertigt in .....,  
am .....

Unterschrift des Bescheinigungsausstellers:

*Der Bescheinigungsaussteller behält ein Exemplar des vorliegenden Dokuments und eine  
Originalfassung wird am selben Tag der Gemeindeverwaltung, dem beauftragten Beamten  
und, je nach Fall, dem Genehmigungsempfänger oder dem Abtretenden per Einschreiben  
zugestellt oder gegen Abnahmebescheinigung abgegeben.*

(1) Unzutreffendes bitte streichen

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 17. Juli 2003 zur Festlegung der Bedingungen, unter  
denen eine natürliche Person mit der Erteilung oder der Ablehnung der städtebaulichen Konformitätsbescheinigungen  
beauftragt werden kann, und zur Festlegung der Form dieser Bescheinigungen beigefügt zu werden.

Namen, den 17. Juli 2003

Der Minister-Präsident,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Raumordnung, des Städtebaus und der Umwelt,

M. FORET

## Anlage 48

**ABLEHNUNG DER STÄDTEBAULICHEN KONFORMITÄTSBESCHEINIGUNG**

Vom Bescheinigungsaussteller in vier Exemplaren auszufertigendes Formular

**Der Unterzeichnete:**Name: .....  
.....

Vorname:

Zugelassen durch Ministerialerlass vom .....

Anschrift:                      Straße .....Nr. ....  
BFK .....  
Postleitzahl .....                      Gemeinde  
.....**bestätigt:**

betreffend die folgenden Handlungen und Arbeiten:

.....  
.....  
.....  
.....bezüglich                      eines                      Gutes                      gelegen                      in  
.....  
Straße .....  
Nr. .... BFK..... und katastriert Flur ..... Nr, Eigentum von  
.....                      wohnhaft                      in  
.....,                      Straße  
.....Nr. .... BFK .....Gegenstand einer Städtebaugenehmigung erteilt am .....  
durch .....                      in  
.....  
wohnhaft in .....

Straße .....Nr. .... BFK .....

infolge einer am .....erfolgten  
Besichtigung,

(1) dass die folgenden Handlungen und Arbeiten:

.....  
.....  
.....  
.....  
.....  
.....  
.....  
.....  
.....  
.....  
.....  
.....  
.....  
.....

aus den folgenden Gründen nicht gemäß den Vorschriften der vorerwähnten Genehmigung  
ausgeführt ..... worden  
sind.....

.  
.....  
.....  
.....  
.....  
.....  
.....  
.....  
.....  
.....  
.....  
.....

(2) dass die folgenden Handlungen und Arbeiten:

.....  
.....  
.....  
.....  
.....  
.....  
.....  
.....  
.....  
.....  
.....

gemäß den Vorschriften der vorerwähnten Genehmigung jedoch nach Verfall der  
Genehmigung ausgeführt worden sind



**(4) Anbei wird ein mit Bemerkungen versehener Plan beigefügt, der das Protokoll ganz oder teilweise materialisiert.**

Ausgefertigt in .....,  
am .....

Unterschrift des Bescheinigungsausstellers:

*Der Bescheinigungsaussteller behält ein Exemplar des vorliegenden Dokuments und eine Originalfassung wird am selben Tag der Gemeindeverwaltung, dem beauftragten Beamten und, je nach Fall, dem Genehmigungsempfänger oder dem Abtretenden per Einschreiben zugestellt oder gegen Abnahmebescheinigung abgegeben.*

*Der Genehmigungsempfänger oder der Abtretende, der die vom zugelassenen Bescheinigungsaussteller ausgestellte Ablehnung der städtebaulichen Konformitätsbescheinigung oder die Beurteilung der Verstöße als (nicht) leicht angesichts einer sachverständigen Raumordnung bestritt, kann innerhalb von fünfzehn Tagen einen als Bescheinigungsaussteller zugelassenen regionalen Bediensteten darum bitten, eine neue Überprüfung vorzunehmen. Die Feststellungen des als Bescheinigungsaussteller zugelassenen regionalen Beamten ersetzen diejenigen des ersten zugelassenen Bescheinigungsausstellers.*

- (5) Unzutreffendes bitte streichen
- (6) Unzutreffenden Satz bitte streichen
- (7) bitte nicht ausfüllen, wenn die Genehmigung in Anwendung von Artikel 127 des Gesetzbuches erteilt worden ist.
- (8) Unzutreffendes bitte streichen**

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 17. Juli 2003 zur Festlegung der Bedingungen, unter denen eine natürliche Person mit der Erteilung oder der Ablehnung der städtebaulichen Konformitätsbescheinigungen beauftragt werden kann, und zur Festlegung der Form dieser Bescheinigungen beigefügt zu werden.

Namen, den 17. Juli 2003

Der Minister-Präsident,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Raumordnung, des Städtebaus und der Umwelt,

M. FORET

## VERTALING

## MINISTERIE VAN HET WAAELSE GEWEST

N. 2003 — 3678

[2003/200949]

**17 JULI 2003. — Besluit van de Waalse Regering tot bepaling van de voorwaarden waaronder een natuurlijke persoon belast kan worden met de afgifte of de weigering van stedenbouwkundige conformiteitsattesten en tot vaststelling van de vorm van die attesten**

De Waalse Regering,

Gelet op het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium, inzonderheid op artikel 139, vervangen bij het decreet van 18 juli 2002;

Gelet op het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 6 december 1985 houdende de bijlagen bij het Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw;

Gelet op het advies van de « Commission régionale d'Aménagement du Territoire » (Gewestelijke Commissie voor Ruimtelijke Ordening), uitgebracht op 27 februari 2003;

Gelet op het advies van de « Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne » (Hoge Raad van Steden, Gemeenten en Provincies van het Waalse Gewest), uitgebracht op 18 februari 2003;

Gelet op het advies van de Nationale Raad van de Orde der Architecten, gegeven op 21 februari 2003;

Gelet op het advies van de koninklijke federatie van Belgische verenigingen van burgerlijk ingenieurs en landbouwingenieurs, gegeven op 6 februari 2003;

Gelet op het advies van de « Union des professions immobilières de Belgique » (Unie van de vastgoedberoepen van België), gegeven op 15 februari 2003;

Gelet op het advies van de « Chambre des urbanistes de Belgique » (Beroepsorganisatie van de Franstalige stedenbouwers van België), gegeven op 13 februari 2003;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 14 mei 2003;

Op de voordracht van de Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu;

Na beraadslaging,

Besluit :

**Artikel 1.** In titel I van boek IV van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium wordt een hoofdstuk XXV ingevoegd, luidend als volgt :

« Hoofdstuk XXV. — Voorwaarden waaronder een natuurlijke persoon belast kan worden met de afgifte of de weigering van stedenbouwkundige conformiteitsattesten en tot vaststelling van de vorm van die attesten.

Art. 452/43. Voor elke buitendienst van het Directoraat-generaal Ruimtelijke Ordening, Huisvesting en Patrimonium erkent de Minister één of meerdere ambtenaren of personeelsleden als gewestelijk certificeerder. De aldus erkende ambtenaar of het aldus erkende personeelslid kunnen de overtredingen van dit Wetboek noch vaststellen noch vervolgen, noch deelnemen aan de behandeling van de regularisatievergunningsaanvragen die op grond van een door hem afgeleverd conformiteitsattest worden ingediend.

Art. 452/44. Als gemeentelijk certificeerder worden erkend de ambtenaren en personeelsleden die houder zijn van het diploma of de titel van :

1° burgerlijk ingenieur-architect;

2° architect;

3° burgerlijk ingenieur bouw;

4° industrieel ingenieur bouw;

5° ingenieur technicus bouw;

6° landmeter-vastgoedexpert;

7° vastgoedexpert.

Elke ambtenaar en elk personeelslid zijn bevoegd over het gehele grondgebied waarop ze hun ambt uitoefenen.

De gemeentelijke ambtenaren en personeelsleden die als certificeerder erkend zijn kunnen niet aangewezen worden overeenkomstig artikel 451. Zij kunnen niet deelnemen aan de behandeling van de regularisatievergunningsaanvragen die ingevoerd zijn overeenkomstig artikel 139, § 6, op grond van het stedenbouwkundig conformiteitsattest dat ze zelf hebben afgeleverd.

Art. 452/45. De natuurlijke personen die houder zijn van het diploma of de titel als volgt, zijn gemachtigd om privé-certificeerder te zijn :

- 1° burgerlijk ingenieur-architect;
- 2° architect;
- 3° burgerlijk ingenieur bouw;
- 4° industrieel ingenieur bouw;
- 5° ingenieur technicus bouw;
- 6° landmeter-vastgoedexpert;
- 7° vastgoedexpert.

Art. 452/46. De ambtenaren of personeelsleden of de natuurlijke personen bedoeld in de artikelen 452/43, 452/44, 452/45 die daarnaast een opleiding of een nuttige ervaring aantonen ten opzichte van de doelstellingen inzake ruimtelijke ordening of stedenbouw zoals vermeld in artikel 1, § 1, worden erkend in de hoedanigheid van gewestelijk, gemeentelijk of privé-certificeerder door de Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium na advies van de erkenningscommissie bedoeld in artikel 281.

De erkenning wordt verleend voor een hernieuwbare periode van vier jaar die ingaat op de datum van de kennisgeving ervan.

De erkenning wordt uitsluitend in het kader van de in artikel 139, § 5, van het Wetboek omschreven opdracht aan de gewestelijke ambtenaren of personeelsleden verleend.

Art. 452/47. De certificeerder mag zijn opdracht niet uitoefenen indien hij ofwel persoonlijk ofwel door toedoen van een persoon enig belang heeft dat zijn opdracht zou kunnen beïnvloeden.

Het bestaan van een dergelijk belang wordt vermoed :

1° zodra er bloed- of aanverwantschap tot in de vierde graad bestaat tussen de certificeerder en de vergunningsgerechtigde, de overdrager of hun echtgenoot;

2° wanneer de certificeerder in ondergeschikt verband staat ten opzichte van of contractueel verbonden is aan de vergunningsgerechtigde, de overdrager of hun echtgenoot.

De certificeerder is gehouden tot de naleving van een discretieplicht zowel ten opzichte van de partijen als van de derden.

Zijn verslag dient uiterlijk binnen de maand volgend op het schriftelijk verzoek dat hem per aangetekend schrijven toegestuurd wordt door de vergunningsgerechtigde, de overdrager of, in voorkomend geval, door de gemeente of diens gemachtigde, opgesteld te zijn. Die termijn gaat evenwel pas in vanaf de betaling van de door de certificeerder gevraagde provisie.

Elke overtreding van dit artikel geeft de vergunningsgerechtigde of de overdrager het recht om een omstandig bezwaarschrift bij de Minister van Ruimtelijke Ordening in te dienen. Dat bezwaarschrift wordt in overweging genomen bij het eventuele verzoek tot hernieuwing van de erkenning die door de certificeerder wordt ingediend.

Art. 452/48. De verloning van de prestaties van de ambtenaar of het personeelslid bedoeld in artikel 452/44 of van de natuurlijke persoon bedoeld in artikel 452/45 mag niet meer bedragen dan 200 euro voor het eerste gepresteerde uur en 100 euro voor elk bijkomend gepresteerd uur.

De gemaakte kosten, meer bepaald de verplaatsings- en kantoorkosten, mogen 10 % van het ereloon bedoeld in het eerste lid niet overschrijden.

Voor de bouwwerken waarvan het globale volume lager is dan of gelijk is aan 1 500 m<sup>3</sup> wordt de verloning evenwel beperkt tot 250 euro.

De prestaties van de gewestelijke certificeerder zijn om niet.

De verloning van de prestaties van de gemeentelijke certificeerder zijn aan de gemeente verschuldigd.

Art. 452/49. De erkennings- of hernieuwingsaanvraag die aan de Minister van Ruimtelijke Ordening en Stedenbouw wordt gericht, wordt bij ter post aangetekend schrijven met ontvangstbericht ingediend bij het Directoraat-generaal Ruimtelijke Ordening, Huisvesting en Patrimonium. Daarbij worden de titels gevoegd bedoeld in de artikelen 452/43, 452/44 en 452/45 en, al naar gelang het geval, de referenties die een opleiding of een nuttige ervaring aantonen.

Het Directoraat-generaal Ruimtelijke Ordening, Huisvesting en Patrimonium maakt het dossier inzake de erkennings- of hernieuwingsaanvraag over aan de erkenningscommissie bedoeld in artikel 281, binnen de tien dagen na ontvangst ervan. De erkenningscommissie brengt haar advies uit binnen de zestig dagen na de aanvraag van het Directoraat-generaal Ruimtelijke Ordening, Huisvesting en Patrimonium; bij gebreke van een uitdrukkelijk advies wordt het advies geacht gunstig te zijn.

Voor een gunstig advies uit te brengen, wordt de aanvrager uitgenodigd voor de commissie te verschijnen. In dat geval wordt de termijn bedoeld in het tweede lid op vijfenzeventig dagen gebracht.

De beslissing van de Minister van Ruimtelijke Ordening en Stedenbouw wordt aan de aanvrager medegedeeld door het Directoraat-generaal Ruimtelijke Ordening, Huisvesting en Patrimonium binnen de negentig dagen na ontvangstbericht van de erkenningsaanvraag.

Indien de aanvrager uitgenodigd wordt om voor de commissie te verschijnen, wordt de termijn bedoeld in het vierde lid op honderd twintig dagen gebracht.



Art. 452/50. De Minister van Ruimtelijke Ordening en Stedenbouw kan de erkenning van de ambtenaren, personeelsleden en natuurlijke personen bedoeld in de artikelen 452/43, 452/44 en 452/55 intrekken indien de houder ervan :

1° de verplichtingen die hem bij dit Wetboek opgelegd zijn, niet heeft nageleefd;

2° een ernstige beroepsfout begaan heeft.

Voor elke beslissing tot intrekking wordt de erkenningscommissie bedoeld in artikel 281 geraadpleegd.

De commissie maakt zijn advies over binnen zestig dagen na de aanvraag die de Minister van Ruimtelijke Ordening en Stedenbouw ingediend heeft, na de houder van de erkenning verzocht te hebben voor haar te verschijnen. Indien het advies niet binnen de termijn is overgemaakt, kan de Minister onverwijld zijn beslissing treffen na de houder van de erkenning uitgenodigd te hebben om voor hem te verschijnen.

De intrekking van de erkenning wordt aan de certificeerder per aangetekend schrijven medegedeeld.

Personen wier erkenning ingetrokken werd, kunnen pas een nieuwe erkenningsaanvraag indienen na een termijn die door de Minister van Ruimtelijke Ordening en Stedenbouw in de beslissing tot intrekking is vastgesteld.

Art. 452/51. Elke beslissing inzake erkenning, hernieuwing of intrekking van de erkenning worden bij uittreksel in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt.

Art. 452/52. De stedenbouwkundige conformiteitsattesten, de voorlopige stedenbouwkundige conformiteitsattesten en de weigeringen van de stedenbouwkundige conformiteitsattesten worden respectievelijk vastgesteld volgens de in de bijlagen 46 tot en met 48 bij dit Wetboek opgenomen typeformulieren.

Art. 452/53. In het geval van een enige vergunning die afgeleverd wordt overeenkomstig de artikelen 81 en volgende van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning is artikel 139 enkel van toepassing op de handelingen en werken die onderworpen zijn aan de stedenbouwkundige vergunning.

De overdrachtsakten en de werken, voor zover zij geheel of gedeeltelijk betrekking hebben op de gemeenschappelijke delen van de onroerende goederen die onder het stelsel van het gedwongen medeëigenaarschap geplaatst zijn zoals geregeld bij de artikelen 577-3 en volgende van het Burgerlijk Wetboek, met inbegrip van de goederen waarvoor een proces-verbaal van niet-toepassing van de wet van 30 juni 1994 tot wijziging en aanvulling van de bepalingen van het Burgerlijk Wetboek betreffende het medeëigenaarschap is opgesteld, zijn niet onderworpen aan artikel 139.

De vrijstelling slaat evenwel niet op de werken die op initiatief van het medeëigenaarschap worden uitgevoerd. »

**Art. 2.** Artikel 85, § 3, van hetzelfde Wetboek, ingevoerd bij artikel 30 van het decreet van 18 juli 2002 tot wijziging van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium treedt in werking op dezelfde dag als dit besluit.

Artikel 139 van hetzelfde Wetboek, zoals gewijzigd bij artikel 64 van het decreet van 18 juli 2002 tot wijziging van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium treedt in werking op dezelfde dag als dit besluit.

Artikel 139 van hetzelfde Wetboek, zoals gewijzigd bij artikel 1 van het decreet van 27 november 2002 tot wijziging van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium blijft van toepassing op de werken en handelingen die vergund zijn voor de datum die is vastgesteld overeenkomstig artikel 3 van dit besluit.

**Art. 3.** Onder overdrachtsakte zoals bedoeld in artikel 85, § 3, van hetzelfde Wetboek, ingevoerd bij artikel 30 van het decreet van 18 juli 2002 tot wijziging van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium dienen de overdrachtsakten te worden verstaan die verleden zijn te rekenen vanaf de termijn van één jaar volgend op de inwerkingtreding van dit besluit.

Onder stedenbouwkundige vergunning zoals bedoeld in artikel 139, § 1, eerste lid, van dit Wetboek, gewijzigd bij artikel 64 van het decreet van 18 juli 2002 tot wijziging van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium dienen de stedenbouwkundige vergunningen te worden verstaan die afgeleverd zijn te rekenen vanaf de termijn van één jaar volgend op de inwerkingtreding van dit besluit.

**Art. 4.** De bijlagen bij dit besluit vormen de bijlagen 46 tot en met 48 bij het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium.

**Art. 5.** Dit besluit treedt in werking de dag van diens bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*.

**Art. 6.** De artikelen 36 en 77 van het decreet van 18 juli 2002 tot wijziging van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium treden in werking de dag van bekendmaking van dit besluit in het *Belgisch Staatsblad*.

**Art. 7.** De Minister van Ruimtelijke Ordening en Stedenbouw is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 17 juli 2003.

De Minister-President,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu,  
M. FORET

## Bijlage 46

**STEDENBOUWKUNDIG CONFORMITEITSATTEST**

De certificeerder moet dit formulier in vier exemplaren opstellen.

**Ondergetekende:**

Naam : ..... Voornaam : .....

Erkend bij ministerieel besluit van .....

Adres:                    straat .....                    nr .....  
Bus .....  
postcode .....                    plaats .....**Attesteert:**Wat betreft volgende handelingen en  
werken : .....  
.....  
.....  
.....met                    betrekking                    tot                    een                    goed                    gelegen                    te  
.....                    straat  
.....  
nr ..... bus ..... en gekadastraerd afdeling ..... nr ..... eigendom van  
.....                    gedomicilieerd                    te  
....., straat .....  
nr ..... bus .....waarvoor een stedenbouwkundige vergunning is afgeleverd op .....  
door .....                    aan  
.....  
gedomicilieerd te .....  
straat ..... nr ..... bus .....na een bezoek dat plaatsvond op .....  
dat de uitgevoerde handelingen en werken uitgevoerd zijn overeenkomstig voornoemde  
vergunning en dat ze volledig zijn uitgevoerd vóór het vervallen van de vergunning.

Opgesteld te .....,  
op .....

Handtekening van de certificeerder:

*De certificeerder bewaart een exemplaar van dit document waarvan één origineel bij aangetekend schrijven medegedeeld wordt of tegen ontvangstbericht op dezelfde dag wordt afgegeven aan het gemeentebestuur, aan de gemachtigd ambtenaar en, al naar gelang het geval, aan de vergunningsgerechtigde of aan de overdrager.*

Gezien om gevoegd te worden bij het besluit van de Waalse Regering van 17 juli 2003 tot bepaling van de voorwaarden waarin een natuurlijke persoon belast kan worden met de afgifte of de weigering van stedenbouwkundige conformiteitsattesten en tot vaststelling van de vorm van die certificaten.

Namen, 17 juli 2003.

De Minister-President,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu,

M. FORET

## Bijlage 47

**STEDENBOUWKUNDIG CONFORMITEITSATTEST**

De certificeerder moet dit formulier in vier exemplaren opstellen.

**Ondergetekende:**

Naam : ..... Voornaam : .....

Erkend bij ministerieel besluit van .....

Adres:                    straat .....                    nr .....  
Bus .....  
postcode .....                    plaats .....**Attesteert:**Wat betreft volgende handelingen en  
werken : .....  
.....  
.....  
.....met                    betrekking                    tot                    een                    goed                    gelegen                    te  
.....                    straat  
.....  
nr ..... bus ..... en gekadastreerd afdeling ..... nr ..... eigendom van  
.....                    gedomicilieerd                    te  
....., straat .....  
nr ..... bus .....waarvoor een stedenbouwkundige vergunning is afgeleverd op .....  
door .....                    aan  
.....  
gedomicilieerd te .....  
straat ..... nr ..... bus .....

na een bezoek dat plaatsvond op .....

dat de uitgevoerde handelingen en werken uitgevoerd zijn overeenkomstig voornoemde vergunning, dat de vervaltermijn niet verstreken is en dat hierna vermelde handelingen en werken niet zijn uitgevoerd :

.....  
.....  
.....  
.....  
.....  
.....  
.....

**(1) Als bijlage een van bemerkingen voorzien plan dat de vaststelling geheel of gedeeltelijk materialiseert.**

Opgesteld te .....,  
op .....

Handtekening van de certificeerder:

*De certificeerder bewaart een exemplaar van dit document waarvan één origineel bij aangetekend schrijven medegedeeld wordt of tegen ontvangstbericht op dezelfde dag wordt afgegeven aan het gemeentebestuur, aan de gemachtigd ambtenaar en, al naar gelang het geval, aan de vergunningsgerechtigde of aan de overdrager.*

(1) schrappen indien overbodig

Gezien om gevoegd te worden bij het besluit van de Waalse Regering van 17 juli 2003 tot bepaling van de voorwaarden waarin een natuurlijke persoon belast kan worden met de afgifte of de weigering van stedenbouwkundige conformiteitsattesten en tot vaststelling van de vorm van die certificaten.

Namen, 17 juli 2003.

De Minister-President,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu,

M. FORET



.....  
.....  
.....  
.....  
.....  
.....  
.....  
.....  
.....  
.....

niet zijn uitgevoerd overeenkomstig het stedelijk conformiteitsattest om volgende redenen

.....  
.....  
.....  
.....  
.....  
.....  
.....  
.....  
.....  
.....  
.....  
.....  
.....  
.....

(3) dat de handelingen en werken:

.....  
.....  
.....  
.....  
.....  
.....  
.....  
.....  
.....  
.....  
.....  
.....  
.....

uitgevoerd zijn overeenkomstig voornoemde vergunning na verval van bedoelde vergunning





Opgesteld te...  
op .....

Handtekening van de certificeerder

*De certificeerder bewaart een exemplaar van dit document waarvan één origineel bij aangetekend schrijven medegedeeld wordt of tegen ontvangstbericht op dezelfde dag wordt afgegeven aan het gemeentebestuur, aan de gemachtigd ambtenaar en, al naar gelang het geval, aan de vergunningsgerechtigde of aan de overdrager.*

*De vergunningsgerechtigde of de overdrager die de weigering van het stedenbouwkundig conformiteitsattest dat hem door de erkende certificeerder is afgegeven of de beoordeling van het lichte karakter van de overtredingen ten opzichte van de zorgvuldige inrichting van de ruimte kan, binnen de vijftien dagen, een als certificeerder erkende gewestelijk personeelslid verzoeken om een nieuwe controle uit te voeren. De vaststellingen van het als certificeerder erkende gewestelijk personeelslid nemen de plaats in van die van de eerste erkende certificeerder.*

- (9) Schrappen wat niet past.
- (10) Overbodige zin schrappen..
- (11) Niet invullen indien de vergunning is afgeleverd overeenkomstig art 127 Wetboek..
- (12) Schrappen indien overbodig.**

Gezien om gevoegd te worden bij het besluit van de Waalse Regering van 17 juli 2003 tot bepaling van de voorwaarden waarin een natuurlijke persoon belast kan worden met de afgifte of de weigering van stedenbouwkundige conformiteitsattesten en tot vaststelling van de vorm van die certificaten.

Namen, 17 juli 2003.

De Minister-President,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu,

M. FORET